

# L'Afrique, une impossible neutralité

La France officielle est plus que discrète à l'occasion du dixième anniversaire du début du génocide qui a coûté la vie à, au moins, 800 000 Tutsis rwandais: un article aussi convenu que discutable de Dominique de Villepin, l'ex-ministre des Affaires étrangères, publié dans ces pages (1), et des fuites organisées pour faire connaître les conclusions de l'enquête menée depuis des années par le juge Bruguière sur l'attentat dont a été victime, le 6 avril 1994, le président rwandais Juvenal Habyarimana. Selon le juge antiterroriste, l'appareil présidentiel, qui était piloté par un équipage français, a été victime d'un tir de missile effectué par une équipe à la solde de Paul Kagame, aujourd'hui président du Rwanda et à l'époque responsable de l'organisation militaire des Tutsis de l'extérieur, réfugiés en Ouganda. Ces fuites ne doivent rien au hasard. Elles sont bienvenues pour les autorités françaises qui y voient la confirmation de leur thèse: c'est la direction des Tutsis de l'extérieur qui est en grande partie responsable du génocide puisque celui-ci a commencé le soir même de l'attentat du 6 avril. Une façon de faire oublier les responsabilités françaises dans un drame qui n'a comme précédent, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que le massacre des

Cambodgiens par les Khmers rouges. Car un génocide n'est pas un phénomène spontané, comme une giboulée de printemps qui éclaterait sans crier gare. Il exige une longue préparation logistique et un conditionnement psychologique des futurs génocidaires, qui ne peuvent pas passer inaperçus. Et dont les conseillers militaires français, envoyés en

## DIPLOMATIQUES

PAR JACQUES AMALRIC

abondance dès le début des années 90 auprès du régime de Kigali sur ordre de François Mitterrand, ont été bien souvent les témoins. Officiellement, il s'agissait, grâce à cette coopération militaire aussi secrète que des envois massifs d'armes, d'aider le régime Habyarimana à résister aux attaques menées à partir de l'Ouganda par les forces de Paul Kagame. Peu importait, dès lors, le comportement totalitaire et xénophobe des autorités hutues de Kigali, la création de milices au service du pouvoir hutu, la diffusion par la presse et la radio d'une idéologie exterminatrice, des massacres ponctuels de Tutsis. Aux yeux de Paris (y compris durant la

période de la cohabitation Mitterrand-Balladur), les autorités rwandaises avaient la légitimité démographique pour elles. De plus, elles se situaient résolument dans la francophonie alors que les Tutsis expatriés en Ouganda pour échapper à la répression étaient devenus anglophones et bénéficiaient de la sympathie américaine. Ce soutien aux futurs génocidaires ne cessa pas avec le début de l'irréparable, qui fut d'abord ignoré, puis minimisé et enfin relativisé en tentant de le mettre en parallèle avec les dizaines de milliers de victimes faites par les forces de Paul Kagame au cours de leur offensive en direction de Kigali. Certains nouveaux négationnistes osèrent même parler, contre toute évidence, des «génocides» du Rwanda, sans trop s'attarder sur l'exfiltration de Kigali par la France de certains responsables du génocide et sur une mission «Turquoise» dont la dénomination «humanitaire» ne doit pas faire oublier qu'elle a, pour le moins, facilité l'installation des génocidaires au Zaïre (2). La nuit et le brouillard qui ont enveloppé le Rwanda il y a dix ans, le rôle plus que glauque tenu par la France, la défausse des Etats-Unis pendant le drame n'excusent pas les silences d'aujourd'hui. Ils expliquent fort bien en revanche l'immense embarras de Paris face à la

descente aux abîmes dans laquelle est engagée la Côte-d'Ivoire depuis la succession d'Houphouët-Boigny, en 1993. Le poison de l'ivoirité multiséculaire dans un pays vieux d'un demi-siècle, inoculé dans la société par Konan Bédié, le successeur d'Houphouët-Boigny, pour éliminer un rival et désigner des boucs émissaires à la crise du cacao qui ravage le pays, est toujours à l'œuvre. Repris à son compte par le socialiste «évangélique» Laurent Gbagbo, mal élu en octobre 2000, mais bénéficiant alors de l'appui de son «frère» en politique internationale, Lionel Jospin, il n'a pas fini de faire des victimes. Il est même à craindre que le pire ne soit à venir, à l'occasion de l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu en 2005 (3). Pour la France, malgré les irréalistes accords de Marcoussis (ou à cause d'eux) qui accordaient à une rébellion clairement soutenue par plusieurs Etats étrangers deux ministères «de force» dans un éphémère gouvernement de réconciliation, cette crise majeure sonne, sans aucun doute, le glas de son omniprésence en Côte-d'Ivoire. Condamnée à une impossible neutralité entre ennemis prêts à tout, responsable de la sécurité de 20 000 ou 25 000 expatriés, ses forces s'interposent tant bien que mal entre «rebelles» du Nord et «gbagbistes», en croisant les doigts pour que les derniers massacres ne dissuadent pas les Nations unies de venir en renfort au début d'avril. ◀

(1) Libération du 25 mars 2004.  
(2) Pour plus de détails (accablants) sur le comportement de la France avant, pendant et après le génocide, il faut lire le réquisitoire de Patrick de Saint-Exupéry, *L'Inavouable, la France au Rwanda*, aux éditions Les Arènes.  
(3) Lire *Côte-d'Ivoire, le feu au pré carré*, par Judith Rueff, aux éditions Autrement.